

La pauvreté ne fléchira pas en 2026. Les lacunes du système social doivent être comblées, exige Caritas

Etre pauvre en Suisse, ça existe

SOPHIE DUPONT

Politique sociale ► Manquer d'argent à la fin du mois et ne pas savoir comment régler ses factures. Cette réalité existe pour 16% de la population suisse, soit 1,4 million de personnes, qui se situent sous le seuil de pauvreté ou juste en dessus. «L'aide sociale ne parvient pas à réduire les effets négatifs du phénomène, notamment pour les enfants», constate Aline Masé, responsable du secteur études et politique à Caritas. L'association appelle à combler les lacunes.

La pauvreté est devenue chronique en Suisse, constate l'organisation, sans perspective d'amélioration cette année. Un premier rapport national qui monitorise le phénomène a été publié en novembre dernier. Et le tableau dressé est peu reluisant. Environ 8% de la population vit avec un revenu inférieur au minimum vital. Malgré sa prospérité, la Suisse a échoué à atteindre son objectif à long terme de réduction de la pauvreté, pour lequel elle s'était engagée dans sa stratégie pour le développement durable.

Peu d'aide aux familles

«Les conditions structurelles ont un impact déterminant sur les possibilités d'action et de développement des individus. Il s'agit notamment de l'organisation du système éducatif, de l'accueil extrafamilial ou du système de couverture des besoins vitaux, mais aussi des conditions du marché du travail», constatait l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), qui a rédigé le rapport. Celui-ci doit servir de base pour une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

En termes réels, soit corrigés de l'inflation, les salaires les plus bas ont diminué entre 2020 et 2024, constate Caritas. Logement et santé absorbent sans surprise une grande partie du budget des ménages les plus démunis. Nouveauté en 2026, les cantons ont l'obligation de finan-

cer une partie des coûts de l'assurance-maladie, via une contribution minimale de 3,5% des coûts dans tous les cantons. «Cela ne suffit pas! Les primes continueront de représenter une charge énorme pour les familles les plus modestes», juge Aline Masé. Quant au logement, la pénurie pousse les plus vulnérables à habiter des appartements inadaptés à leurs besoins.

Les familles sont particulièrement concernées, Caritas rappelant qu'un enfant sur cinq est touché ou menacé par la pauvreté en Suisse, une tendance à la hausse depuis 2014. «Par rapport à d'autres pays occidentaux, les dépenses sociales pour les familles sont très modestes dans notre pays», souligne Aline Masé. La



«D'un canton à l'autre, les chances ne sont pas les mêmes de se voir garantir une vie digne» Peter Lack

Suisse dépenserait 1,5% de son PIB pour les familles, contre plus du double pour l'Allemagne. Les coûts de la garde extrafamiliale pèsent particulièrement lourd dans le budget des ménages, en comparaison européenne, selon Caritas. La donne pourrait changer, en cas d'acceptation de l'initiative sur les crèches, qui vise à limiter la charge des parents à 10% de leur revenu.

Sensibiliser le public

Les cantons romands et le Tessin ont développé davantage d'instruments pour lutter contre la pauvreté, à l'instar des réductions de prime ou des allocations de logement, que leurs voisins alémaniques. «Cette grande disparité entre les cantons pose problème. Suivant où l'on habite, les chances ne sont

pas les mêmes de se voir garantir une vie digne», constate Peter Lack, directeur de Caritas Suisse.

La tendance à la réduction des impôts pour les plus riches et l'augmentation de la TVA interpellent particulièrement l'organisation. Outre la suppression de la valeur locative, acceptée en votation populaire, l'organisation s'inquiète de plusieurs baisses d'impôts cantonaux. «Les ménages les plus pauvres n'en profitent pas et l'augmentation de la TVA les impacte beaucoup plus que les riches», pointe Aline Masé.

Elle relève également que les mesures d'austérité rendues nécessaires par le manque de recettes fiscales touchent surtout les plus démunis, soit l'aide sociale au niveau communal, l'asile sur

le plan fédéral. Pour y remédier, l'association appelle à imposer davantage la fortune et les héritages.

Les solutions pour lutter contre le dénuement sont connues, relève l'organisation: réduction de primes-maladie, développement des prestations sociales, subventions suffisantes pour les places en crèche et logements abordables. Caritas appelle les cantons à introduire eux aussi des monitorings, pour fonder leurs politiques sur des données précises.

À l'occasion de son 125^e anniversaire, qui sera célébré cette année, Caritas compte également sensibiliser le public à la lutte contre la pauvreté. Elle propose une plateforme internet dédiée ou encore un forum à la fin du mois de janvier. I



Les Suisses sont toujours plus nombreux à se retrouver en situation précaire.
KEYSTONE